

## TD KIGALI - Objet: Appels du président Habyarimana et de son épouse [Extrait]

Georges Martres

Ambassade de France, Kigali, 18 février 1993

MADAME HABYARIMANA M'A APPELE PAR TELEPHONE HIER SOIR A 21H00, SUIVIE UNE HEURE PLUS TARD PAR SON MARI. TOUS DEUX ETAIENT PROFONDEMENT BOULEVERSES PAR LES INFORMATIONS OU'ILS AVAIENT RECUES SUR LES MASSACRES ET LES PILLAGES AUXQUELS PROCEDERAIENT LES INKOTANYI DANS LE NORD DU PAYS. NOTAMMENT A KIDAHU, RUHENGERI ET KINIGI. DANS CERTAINS ENDROITS, LE F.P.R. AURAIT RASSEMBLE LA POPULATION DES VILLAGES ET PROCEDE A DES MEURTRES COLLECTIFS A LA GRENADE. ILS AURAIENT PAR AILLEURS BOMBARDE HIER LE CAMP DE DEPLACES DE REBERO. TUANT "LA MOITIE DES REFUGIES".

LE PRESIDENT ET SON EPOUSE IMPLIOUENT EVIDEMMENT PLUS QUE JAMAIS L'UGANDA. "ON NE PEUT PAS CONTINUER A LAISSER TUER LES GENS" M'A DIT LE PRESIDENT. IL M'A DEMANDE DE PRENDRE CONTACT AVEC LES AUTORITES FRANCAISES POUR QU'ELLES ENVOYENT UN BATAILLON POUR TENIR L'AXE RUHENGERI/KIGALI ET PERMETTRE DE CE FAIT A L'ARMEE RWANDAISE DE REPOUSSER L'AGRESSION. "QUE DIRA-T-ON DE LA FRANCE LORSQU'ON SAURA QU'ELLE A LAISSE MASSACRER LES GENS DANS DES CAMPS DE DEPLACES ?" "JE SUIS PRET A ACCORDER N'IMPORTE QU'ELLE CONCESSION MAIS QU'ON SAUVE CES GENS DU MASSACRE" A- T-IL AJOUTE.